

Intitulé de l'épreuve : CULTURE INTERNATIONALE ET CIVILISATION

Nombre de copies :

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Sujet : les États-Unis sont-ils encore le partenaire de référence des États et des sociétés de la zone d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ?

Le 17 novembre 2025, le Conseil de sécurité des Nations unies adoptait la résolution 2803 relative à la seconde phase du cessez-le-feu conclu le 10 octobre entre Israël et le Hamas. Cette résolution, fondée sur le plan de paix en vingt points présenté par le président américain Donald Trump pour résoudre la guerre à Gaza, a été soutenue par plusieurs États de la région, parmi lesquels l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Qatar et les Émirats arabes unis, dans une déclaration conjointe, alors même que ses termes sont moins ambitieux quant à un futur État palestinien que la déclaration de New York, adoptée dans le cadre de l'initiative franco-saoudienne pour la solution à deux États. Le « chemin crédible » vers l'autodétermination du peuple palestinien et un futur État ne paraît ni satisfaire la Russie, qui avait émis une contre-proposition de résolution et s'en est abstenue, tout comme le Chine, lors du vote, ni les opinions publiques d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, majoritairement favorables à l'achèvement d'un État palestinien.

L'adoption de cette résolution illustre ainsi la place centrale qu'occupent les États-Unis dans l'architecture de sécurité de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Ces derniers demeurent sollicités par les

N°
././...

États de la région, en dépit de l'érosion de leur légitimité auprès des sociétés. La présence américaine dans la zone Arabe du nord-Moyen-Orient (ANMO), que l'on peut dater à la guerre menée en Libye entre 1801 et 1806 et qualifiée de « barbary war » par les États-Unis, a connu des transformations dans la région. Celle-ci se fonde d'une part, sur un partenariat avec l'Arabie saoudite entériné par le traité de Quincy (1945), en vertu duquel les États-Unis promettent la sécurité à ce pays en l'échange d'un approvisionnement en pétrole ; d'autre part, sur un soutien à Israël, initié dès 1947 avec la signature du Biltmore Program et accru par le président Harry Truman peu de temps après la création de l'État. Les États-Unis se sont érigés en partenaires de référence dans la région du fait de leur puissance croissante, de la chute de l'Union soviétique et du changement du centre de gravité de la région vers les pays du Golfe. Avec leur engagement dans les conflits régionaux récents (guerre des six jours en 1967, guerre d'octobre en 1973, puis les « guerres du Golfe »), en déclarant un « nouvel ordre mondial » en 1991 après le retrait de Saddam Hussein en Irak ou en justifiant l'« Axe du mal » composé de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord en 2002 après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis ont fait de la région un théâtre important qu'ils ont souhaité « stabiliser » à plusieurs reprises. Ils ont ainsi donné raison au théoricien du « Moyen-Orient », l'amiral Alfred Mahan qui voyait le contrôle de cette région comme une clé de l'hégémonie mondiale. Malgré une présence de longue date du Maghreb au Golfe arabo-persique, les velléités de « pivot vers l'Asie » annoncées par les administrations américaines depuis la présidence de Barack Obama et les volontés des pays de la région de diversifier leurs partenariats ont pu laisser croire à un recul de l'influence américaine dans la région. Après le 7 octobre 2023,

si ce seul semble certain auprès des sociétés, il est démenti par le rôle joué par les États-Unis auprès des États.

Pourquoi les États-Unis demeurent-ils, malgré leur perte de légitimité auprès des sociétés, le partenaire de référence des États en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ?

La mise d'efficacité comme de légitimité à laquelle sont confrontés les États-Unis dans la région leur ont aliéné le soutien des sociétés (1). Pourtant, les États-Unis demeurent le partenaire de référence des États en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (11).

1. La mise d'efficacité comme de légitimité à laquelle sont confrontés les États-Unis dans la région leur ont aliéné le soutien des sociétés

A) L'influence des États-Unis dans la région a été ébranlée par une mise d'efficacité

Les États-Unis ont construit progressivement une influence auprès des sociétés de la région (1). Celle-ci débute avec le discours des quatorze points de Woodrow Wilson (1919) qui les place en défenseurs du droit à l'autodétermination des peuples. La popularité des États-Unis, renforcée par l'opposition américaine à l'opération Mousquetaire menée conjointement par Israël, la France et le Royaume-Uni en 1956 en réponse à la nationalisation du canal de Suez par Gamal Abdel Nasser, est concurrencée par l'Union soviétique auprès des pays arabes pendant la guerre froide. Après la chute de l'URSS, la présence américaine s'appuie sur une logique de coalition avec les pays de la région pour légitimer ses actions, dans le cadre de l'opération Tempête du désert (1991) au Koweït ou encore en Afghanistan en 2001.

En 2009, le discours de Caire prononcé par le président Obama, prônant la «réconciliation» entre l'islam et l'Amérique marque à nouveau la volonté des États-Unis de gagner le soutien des sociétés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Toutefois, la présence des États-Unis dans la zone est confrontée à une crise d'efficacité (2). En Irak, les États-Unis mobilisent la menace des prétendues armes chimiques du régime pour envahir le pays en 2003. Les actions mises en place, fondées sur le renvoi de la masse des fonctionnaires sauent summits du Baas, la démobilisation de l'armée et la sécurisation des seuls intérêts américains tels que le ministère du pétrole, conduisent au déclenchement d'une guerre civile en 2006. Le conflit contribuera au déploiement de l'influence iraquienne en Irak, aujourd'hui vilipendée par les États-Unis, et à la proclamation de «l'état islamique» en 2014. En Libye, la coalition internationale ayant contribué à la chute du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011 n'a pas permis de peupler un État encore divisé à ce jour entre la Tripolitaine et le cyrenaïque, entre le gouvernement officiellement reconnu et les troupes du maréchal Khatallah.

B) la puissance des États-Unis dans la région connaît également une crise de légitimité auprès des sociétés.

D'une part, les États-Unis se sont avérés être un partenaire peu fiable pour les sociétés de la région (1). Dans le cadre de la révolution syrienne de 2011, le président Bashar el-Assad a recouru à l'arme chimique pour réprimer le soulèvement dans la région de la Ghouta orientale. Le président américain, qui avait indiqué qu'il s'agissait d'une «ligne rouge», a pourtant préféré aux frappes coordonnées la négociation avec le régime en faveur du démantèlement de l'arsenal chimique de la Syrie. Les États-Unis ont ainsi

Intitulé de l'épreuve : CULTURE INTERNATIONALE ET CIVILISATION

Nombre de copies : _____

Númerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

abandonné les sociétés syriennes aux bombardements relatés dans le film Eau argentée (2014) de Simaïl Bedrîxan et Ossama Mohammed. En 2019, le retrait annoncé par le président Donald Trump des troupes américaines en Syrie, allié des forces démocratiques syriennes à forte composante kurde, a contribué au lancement de l'opération turque source de paix contre les populations kurdes du nord de la Syrie.

La crise de légitimité à laquelle sont confrontés les États-Unis s'est aggravée après le 7 octobre 2023 (2). Le soutien inconditionnel apporté par les États-Unis à la guerre menée par Israël à Gaza a suscité l'indignation des sociétés de la région. Le président américain Donald Trump avait déjà noué les protestations en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël (2017) et en proposant un plan de paix prévoyant une autonomie palestinienne au Liban (2020). En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la situation humanitaire à Gaza, racontée dans le film The Nile of Hind Kojak (2017) de Kasheh ben Hania, a entraîné des manifestations jusqu'à place Tahrir au Caire, les citoyens dénonçant la normalisation des relations entre leurs États et Israël (sous l'égide des États-Unis, comme ce fut le cas pour l'Égypte par le biais des accords de Camp David en 1975).

N°
5.1...

c) le paradoxe entre le messianisme démocratique des États-Unis et la réalité de leurs pratiques entraîne le rejet des sociétés mais le soutien des États

D'une part, les États-Unis prônent l'avènement de la démocratie mais mènent des pratiques impériales (1). Leur action dans la région s'est caractérisée par plusieurs tentatives de changement de régime (régime change), en Irak, en Libye. Par ailleurs, ces pratiques impériales se traduisent par des interventions répétées dans la région, depuis la formulation de la doctrine Carter prévoyant une opération américaine en cas d'entrave à la liberté de navigation dans le golfe. De l'abattage de l'avion iran Air 655 tuant plus de deux cents passagers dans le contexte de la guerre entre l'Iran et l'Irak à la participation des États-Unis aux frappes sur les sites nucléaires iraniens dans le cadre de la guerre du Dague gris entre l'Iran et Israël, les États-Unis multiplient les pratiques impériales contraires au droit international.

D'autre part, les États-Unis prônent la démocratie mais œuvrent à la préservation des régimes autoritaires (2). Dès 1953 en Iran, les États-Unis orchestrent un coup d'État contre le Premier ministre élu Mohammed Mossadegh dans le cadre de l'opération Ajax à la faveur du Shah. Ces derniers privilégient dans la région la stabilité autoritaire à l'instabilité populaire : ce qui explique la désaffection des sociétés et le soutien des régimes de la région envers les États-Unis. Ainsi, lors des révolutions arabes de 2011, les États-Unis ont préféré soutenir le général Abdel Fattah el-Sissi après le coup d'État le portant à la tête de l'Égypte en 2013, en dépit de son autoritarisme. L'Arabie saoudite et les Émirats ont d'ailleurs fait le même choix en effectuant un virement de plusieurs milliards à l'Égypte, illustrant un alignement en faveur



Main body of the page consisting of numerous horizontal lines for writing.

→

N°
3/...

Intitulé de l'épreuve :

Nombre de copies :

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

de la stabilité autoritaire.

Ainsi, la crise d'efficacité et de légitimité à laquelle sont confrontés les États-Unis dans la région leur ont aliéné le soutien des sociétés.

II. les États-Unis demeurent le partenaire de référence des États dans la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient

A) les États-Unis demeurent une puissance hégémonique au cœur de l'architecture de sécurité régionale

D'une part, la puissance américaine se fonde sur sa présence militaire renforcée par un système de dépendances (1). Les États-Unis constituent la première puissance militaire de la région avec environ 45 000 soldats déployés dans la zone. Leur présence vise à assurer l'accès à la région et la liberté de navigation, à partir du commandement central au Qatar et de la cinquième flotte basée au Bahreïn. Les États-Unis demeurent également un partenaire de référence du fait des dépendances des États de la région tant en termes militaires qu'économiques et technologiques. Ils constituent le premier exportateur d'armes dans la région, en particulier vers l'Arabie saoudite, les Émirats et le Qatar. Le fait

N°
9.1...

que les échanges énergétiques soient libellés en dollars confère aux États-Unis une prédominance diplomatique, et la capacité à sanctionner des pays de la région comme ce fut le cas pour le régime aïen de Caesar Aït suspendu depuis juillet dernier. Les pays de la région entretiennent également des relations de dépendance technologique comme c'est le cas de la compagnie pétrolière Sonatrach algérienne avec les technologies d'exploitation.

D'autre part, les États-Unis se trouvent au cœur de l'architecture de sécurité régionale (2). Ces derniers ont cherché à construire une architecture de sécurité en pansant divers accords dans la région sur un mode transactionnel. Ainsi, après avoir contribué à la normalisation de l'Égypte puis de la Jordanie avec Israël en l'échange d'une rente américaine lors des accords de Camp David (1978) puis de Wadi Araba (1984), les États-Unis ont pansé les accords d'Abraham (2020). En l'échange d'une normalisation avec Israël parallèle à une gestion du conflit israëlo-palstinien, le Maroc a obtenu la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental et les Émirats l'autorisation de livraison d'armes de combat F-35. Ces accords ne constituent pas pour autant un gage de stabilité à long-terme pour la région, comme l'ont montré le 7 octobre 2023 et ses suites.

B) Les États-Unis demeurent les partenaires de référence des États de la région en l'absence d'une réelle alternative

D'une part, la montée en puissance de la Chine ne suffit pas à en faire un véritable concurrent pour les États-Unis (1). La présence chinoise dans la région, tant sur le plan économique que d'initiative de la ceinture et de la route, que militaire avec

la base chinoise à Djibouti ou les exilés de la ceinture de sécurité maritime, et diplomatique, n'en font pas un partenaire de référence de substitution. L'accord entre l'Arabie saoudite et l'Iran le 10 mars 2023, annoncé sous l'égide de la Chine, avait été négocié en amont par l'Irak et Oman, et la Chine ne semble avoir ni le souhait ni la capacité de s'engager réellement sur le plan diplomatique. Le renouement par l'entreprise émiratie Oryx à son partenariat avec l'entreprise chinoise Halohai à la faveur d'un contrat avec la société américaine Minorsoft en 2011 témoigne de la supériorité américaine.

D'autre part, la Russie n'a plus les moyens de constituer une réelle alternative à la présence américaine dans la région (1). La présence russe a tenu un temps pour constituer un contre-poids aux États-Unis avec son engagement en Syrie, marqué ensuite par les accords d'Astana (2017). Néanmoins, la guerre en Ukraine et la chute du régime de Bachar al-Assad ont ébréché sa capacité à jouer un rôle significatif dans la région. La remontée entre le président syrien Ahmed al-Shara et le président russe Vladimir Poutine le 15 octobre dernier en témoigne : à ce stade, la Russie n'a pas obtenu la promesse de conserver ses bases de Tartous et de Hmeimim. Son accord du 17 janvier 2023 avec l'Iran, qui laissait entrevoir la possibilité d'un partenariat avec cet adversaire des États-Unis, a eu des effets limités.

C) Les réflexes hégémoniques des États-Unis après le 7 octobre 2023 illustrent leur rôle de partenaire de référence des États de la région et leur capacité concurrentielle à peser sur les sociétés

D'une part, les réflexes hégémoniques des États-Unis après le 7 octobre 2023 illustrent leur rôle de

partenaire de référence (1). Les États-Unis ont accordé leur soutien diplomatique et militaire à Israël, préférant garder la main sur les initiatives relatives à la résolution du conflit malgré les diverses propositions comme celle de la Ligue arabe ou d'initiative saoudienne. L'attaque israélienne sur le Qatar le 9 septembre 2025, si elle a suscité des préoccupations sur la fiabilité du partenaire américain, a conduit le Qatar à se placer sous la protection des États-Unis par un décret présidentiel signé peu après et promettant une intervention américaine en cas d'attaque contre le Qatar. La visite du président américain à Washington le 10 novembre 2025, puis celle du prince héritier saoudien Mohammed ben Salman le 17 novembre 2025, confortent les États-Unis dans leur puissance en Afrique du Nord et au Moyen-Orient : le Djibouti a obtenu le prolongement de la suspension des sanctions vitales à son économie tandis que l'Arabie saoudite pourra importer des avions de combat F-35.

L'hégémonie américaine auprès des États de la région lui confère un rôle considérable en matière de politique intérieure (2). En Irak, le Premier ministre Mohammed Chiya al-Roudhani a suspendu, en juillet dernier, un projet de réforme visant à intégrer les unités de mobilisation populaires, liées pour partie à l'Iran, à un cadre gouvernemental sous pression américaine. Au Liban, la mise en œuvre du plan de désarmement du Hezbollah au sud du fleuve Litani, conformément à la résolution 1701 et au plan adopté le 5 septembre en conseil des ministres, semble partiellement liée à la volonté américaine alors qu'Israël conserve une position dans la région. En Tunisie, le président Kais Saïed a rétrogradé quant à un projet de loi visant à pénaliser Israël sous les pressions américaines, en dépit d'une opinion publique unanime.

Ainsi, les États-Unis demeurent le partenaire de référence des États de la région. Ce primat de

Intitulé de l'épreuve :

Nombre de copies :

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

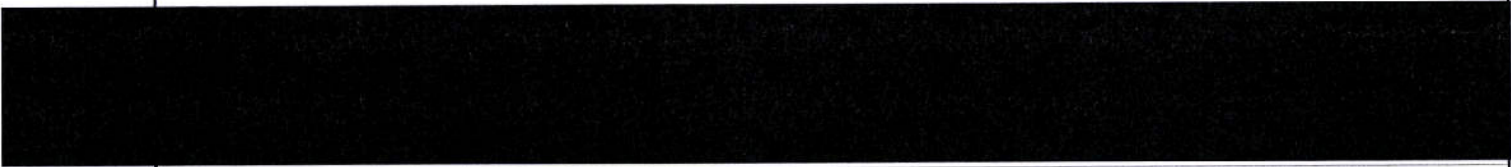
La puissance américaine affecte la politique intérieure des États et ainsi les sociétés. Pour celles-ci toutefois, les États-Unis ne peuvent plus constituer un partenaire du fait d'une double crise de légitimité et d'efficacité. L'érosion du consensus bipartisan quant au soutien des États-Unis à Israël, qui l'élève à 3,8 milliards de dollars par an jusqu'en 2028, ne préfigure pas un changement prochain des fondamentaux de la politique américaine dans la région qui leur permettrait de regagner le soutien des sociétés.

N°

131...



A series of horizontal lines for writing, filling most of the page.



Lined writing area with horizontal ruling lines.

N°
... / ...

Lined writing area with horizontal ruling lines.

N°
... / ...